

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

DOSSIER PEDAGOGIQUE

UNITE D'ENSEIGNEMENT

**POLITIQUE GLOBALE, ASPECTS JURIDIQUES ET LEGISLATIFS
DU VIEILLISSEMENT**

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE TYPE COURT
DOMAINE : SCIENCES DE LA SANTE PUBLIQUE**

<p>CODE : 82 32 02 U34 D1 CODE DU DOMAINE DE FORMATION : 804 DOCUMENT DE REFERENCE INTER-RESEAUX</p>

**Approbation du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2019,
sur avis conforme du Conseil général**

POLITIQUE GLOBALE, ASPECTS JURIDIQUES ET LEGISLATIFS DU VIEILLISSEMENT

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE TYPE COURT

1. FINALITES DE L'UNITE D'ENSEIGNEMENT

1.1. Finalités générales

Conformément à l'article 7 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, cette unité d'enseignement vise à:

- ◆ concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, scolaire et culturelle;
- ◆ répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et, d'une manière générale, des milieux socio-économiques et culturels.

1.2. Finalités particulières

L'unité d'enseignement vise à permettre à l'étudiant :

- ◆ de situer les politiques actuelles du secteur de la gérontologie et d'en mesurer les enjeux philosophiques et éthiques ;
- ◆ d'analyser les principales structures d'accueil des personnes âgées et les réglementations afférentes,

afin de se positionner de manière nuancée dans les questions relatives aux droits des personnes âgées et de promouvoir une approche de la personne âgée, responsable et autonome.

2. CAPACITES PREALABLES REQUISES

2.1. Capacités :

sur base d'une situation tirée de son expérience ou de sa pratique professionnelle,

- ◆ mettre en évidence les paramètres de l'identité sociale d'une personne âgée ;
- ◆ mener une analyse du vieillissement qui intègre des notions issues de différentes disciplines ;
- ◆ dégager, dans un travail de synthèse, les points de rapprochement entre les éléments tirés de ces différentes disciplines ;
- ◆ souligner les questionnements éthiques que soulèvent les interventions à envisager dans la situation considérée ;
- ◆ maintenir comme prioritaire, à toutes les étapes du travail la place de la personne âgée en tant que sujet.

2.2. Titre pouvant en tenir lieu

Attestation de réussite de l'UE : « Analyse interdisciplinaire du vieillissement » code : 98 62 08 U35 D1.

3. ACQUIS D'APPRENTISSAGE

Pour atteindre le seuil de réussite, l'étudiant sera capable :

- ◆ de situer les politiques actuelles du secteur de la gérontologie dans leur évolution historique et d'en mesurer les enjeux philosophiques et éthiques ;
- ◆ de dresser un tableau analytique des principales structures et législations actuelles dans le secteur de la gérontologie en Belgique ;
- ◆ de se positionner de manière nuancée par rapport aux différentes manières d'aborder les questions liées aux droits des personnes âgées ;
- ◆ de réaliser une analyse comparée des modes de subventionnement d'au moins trois structures d'accueil de la personne âgée et d'en préciser les limites et les ambiguïtés.

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte des critères suivants :

- ◆ la clarté de l'information sur les ressources actuelles du secteur gérontologique,
- ◆ la validité de l'approche critique,
- ◆ la précision et argumentation des distorsions mises en évidence,
- ◆ le choix judicieux des méthodes d'analyse.

4. PROGRAMME

4.1. Politiques du 3^{ème} âge

L'étudiant sera capable :

- ◆ d'analyser les fondements de leurs évolutions en dressant un historique des politiques belges à l'égard des personnes âgées;
- ◆ de prendre en compte les questions philosophiques et éthiques soulevées par l'élaboration d'une politique globale en réponse au vieillissement de la population ;
- ◆ d'établir une comparaison entre les politiques nationales, communautaires, régionales et les directives européennes ;
- ◆ d'intégrer, dans la réflexion politique générale sur le vieillissement, des problématiques qui y sont liées, entre autres, le rapport entre « actifs » et « non-actifs », les conditions de la mise à la retraite, la notion de « temps libéré » ;
- ◆ d'examiner les structures et les cadres légaux développés en Belgique en matière de « politique du 3^{ème} âge » à la lumière des concepts d'intégration et de marginalisation.

4.2. Droit des personnes âgées

L'étudiant sera capable :

- ◆ d'énoncer, à partir d'un rappel des droits valables pour l'ensemble des citoyens, les composantes de leur application aux personnes âgées, en particulier au niveau du revenu minimum garanti et des législations sur la protection de la personne des malades mentaux et des biens des personnes incapables ;
- ◆ de réaliser une analyse comparée des textes énonçant les droits spécifiques des personnes âgées ;
- ◆ de dégager les limites et les risques des textes légaux, décrets, motions, chartes, définissant des droits particuliers pour les personnes âgées ;
- ◆ d'étudier les effets sociaux, psychologiques, éthiques de l'application à des personnes âgées de notions juridiques telles que « incapacité ».
- ◆ de comparer, quant à leurs objectifs et leurs moyens, les principaux mouvements ou associations se réclamant de la promotion des intérêts des personnes âgées.

4.3. Réglementation du secteur de la gérontologie

L'étudiant sera capable :

- ◆ de réaliser une cartographie des structures d'accueil, d'aide, d'hébergement, et de soins aux personnes âgées ;
- ◆ de mener une analyse comparative des réglementations, des institutions ou services s'adressant aux personnes âgées, entre autres : maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres d'accueil de jour, centres de coordination des soins et services à domicile ;
- ◆ d'explicitier les principes qui régissent les modes de subventionnement de ces structures et d'en expliciter les limites et les ambiguïtés.

5. CHARGE DE COURS

Un enseignant ou un expert.

L'expert devra justifier de compétences issues d'une expérience professionnelle actualisée dans le domaine en relation avec le programme du présent dossier pédagogique.

6. CONSTITUTION DES GROUPES OU REGROUPEMENT

Aucune recommandation particulière.

7. HORAIRE MINIMUM DE L'UNITE D'ENSEIGNEMENT

7.1. Dénomination des cours	<u>Classement des cours</u>	<u>Code U</u>	<u>Nombre de Périodes</u>
Politiques du 3 ^{ème} âge	CT	B	36
Droits des personnes âgées	CT	B	24
Réglementations du secteur de la gérontologie	CT	B	36
7.2. Part d'autonomie		P	24
Total des périodes			120